

Toutes les économies provinciales présentent encore un potentiel de croissance pour 2019

- **L'expansion se poursuivra d'un océan à l'autre** : Toutes les économies provinciales devraient croître en 2019.
- **Des signes de ralentissement seront visibles** : Le relèvement des taux d'intérêt calmera les ardeurs des consommateurs à l'échelle du pays, mais davantage en Ontario et en Colombie-Britannique, où l'endettement des ménages est plus important.
- **Un mégaprojet de GNL propulsera la Colombie-Britannique au premier rang de la croissance en 2019** : Le début de la construction donnera un énorme coup de pouce à l'économie de la Colombie-Britannique.
- **Le secteur de l'énergie de l'Alberta est aux prises avec des conditions difficiles** : L'engorgement du réseau de pipelines et le très bas niveau des prix du pétrole local minent les perspectives de croissance à court terme de l'Alberta.

En 2019, la plupart des économies provinciales connaîtront une deuxième année consécutive de transition vers des taux de croissance plus durables. Le processus a débuté en 2018, alors que des secteurs sensibles aux taux d'intérêt comme le logement ont ralenti en Colombie-Britannique et en Ontario. L'Alberta et la Saskatchewan sont aussi parvenues à une étape de reprise plus avancée après les récessions de 2015-2016, qui ont été suivies d'un vif regain d'activité initial en 2017. À notre avis, le relèvement des taux d'intérêt et les nouvelles hausses attendues au cours de la période à venir pèseront sur la consommation à divers degrés dans les différentes régions du pays en 2019.

La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec ne disposent presque plus de capacités inutilisées pouvant être rapidement mises à profit pour stimuler la production. L'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre dans ces provinces, et dans d'autres, limitera la capacité des entreprises de profiter des occasions de croissance.

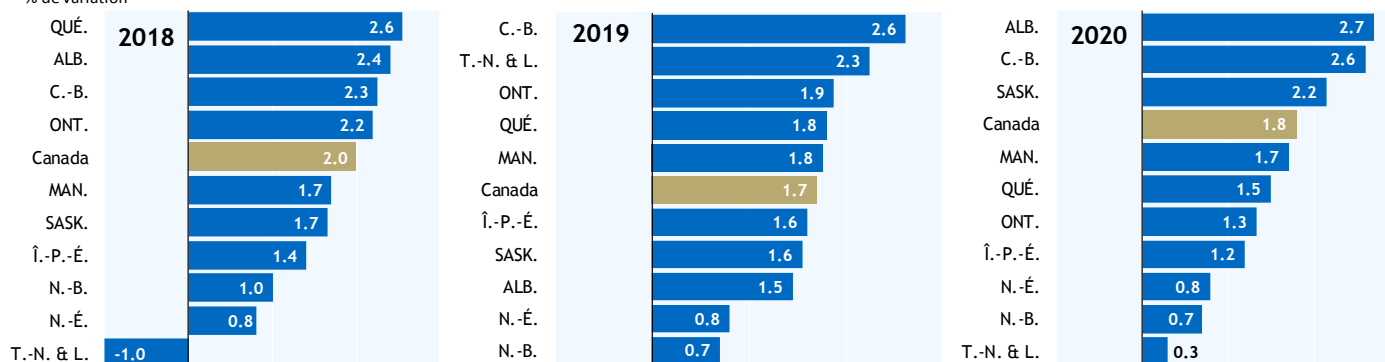
Nous nous attendons à ce que les sociétés remédient à ces problèmes de main-d'œuvre en investissant davantage dans la machinerie et l'équipement. La signature de l'AEUMC en septembre a permis de calmer le jeu sur le plan commercial, ce qui est de bon augure pour les entreprises. Bien que généralement favorable aux exportations du Canada, l'accord devrait être plus bénéfique au secteur manufacturier en Ontario, au Québec et au Manitoba, malgré des différends commerciaux persistants. Les tarifs douaniers actuels visant l'aluminium, l'acier et le bois d'œuvre continueront d'avoir des répercussions négatives sur le plan régional.

En Colombie-Britannique, un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) de 40 milliards de dollars, dont la construction commencera en 2019, viendra donner un élan marqué aux dépenses d'investissement. À notre avis, les travaux liés à ce projet contribueront à une croissance de 2,6 % de la Colombie-Britannique qui la propulsera au sommet de notre classement provincial. Terre-Neuve-et-Labrador est une autre province où de grands projets d'investissement stimuleront la croissance l'an prochain.

La situation sera toutefois plus compliquée en Alberta. Nous tablons encore sur une progression de l'économie provinciale, mais elle sera ralentie par les problèmes d'accès au marché dans le secteur de l'énergie et la faiblesse des prix des marchandises. Ces facteurs freineront les dépenses en immobilisations dans la province. La Saskatchewan sera également touchée, mais dans une moindre mesure. Des difficultés touchant le secteur minier exerceront des pressions supplémentaires sur l'économie de cette province l'an prochain.

Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - Le GNL propulsera la C.-B. au premier rang

Le GNL est synonyme de croissance dans une province aux prises avec un affaiblissement du secteur du logement et des marchés de l'emploi tendus. La construction requise pour le projet LNG Canada à Kitimat fera grimper la croissance à 2,6 % en 2019.

Alors que nous pensions que l'essor en C.-B. était terminé, le plus grand projet d'immobilisations jamais vu au Canada est venu assurer une poursuite de l'expansion. LNG Canada, un projet d'exportation de gaz naturel liquéfié de 40 milliards de dollars mené à Kitimat, a obtenu le feu vert en 2018 et donnera à l'économie provinciale un important coup de pouce, suffisant pour que nous rehaussions notre prévision de croissance pour 2019 de 1,9 % à 2,6 %. Ce rythme plus rapide devrait se maintenir en 2020. Les exportations et les investissements des entreprises prendront le relais du secteur surchauffé des investissements résidentiels pour stimuler la croissance.

Les installations de LNG Canada représenteront la voie la plus rapide pour acheminer du gaz naturel de l'Amérique du Nord vers l'Asie. Même s'il est trop tôt pour chiffrer les retombées économiques globales, on estime que la construction du terminal d'exportation et des pipelines connexes générera quelque 10 000 emplois. LNG Canada a aussi indiqué qu'elle dépensera 18 milliards de dollars au Canada au cours de la première phase de cinq ans, principalement en C.-B. Cette activité renforcera l'économie provinciale, même si elle pourrait aggraver l'étrouffement du marché du travail.

Le manque de main-d'œuvre constitue une entrave pour la plupart des employeurs dans la province, et cette situation persistera en 2019. Le chômage se situant à un creux record, il n'y a guère de bassin de main-d'œuvre locale dans lequel puiser. Les pénuries pourraient exercer des pressions à la hausse sur les salaires (la rémunération hebdomadaire moyenne a déjà crû de plus de 4 % par rapport à l'an dernier), et les entreprises se tourneront vers l'immigration internationale et interprovinciale pour combler les postes vacants.

Le secteur du logement a lourdement pesé sur l'économie en 2018. Le logement a été un facteur clé de la vigoureuse croissance de la province au cours des dernières années, mais sa contribution a diminué et cette tendance se maintiendra. Les problèmes d'accès à la propriété et le rythme insoutenable de la croissance ont été endigués par un resserrement des règles d'admissibilité aux prêts hypothécaires, la hausse des taux d'intérêt et la prise de mesures par le gouvernement provincial et les administrations municipales pour calmer le marché. En 2019, le secteur du logement restera faible selon nous.

L'avenir est prometteur pour les exportations de la C.-B. Elles ont augmenté de 7,5 % au cours des trois premiers trimestres de 2018. L'AEUMC atténuera l'incertitude qui entourait les exportations dans la planification des investissements. Les ventes de l'industrie manufacturière ont également progressé de 7,3 % depuis le début de l'année, dépassant légèrement le résultat enregistré à la même période l'an dernier.

Postes vacants en Colombie-Britannique

En milliers, moyenne mobile sur trois mois, ensemble des secteurs



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Reventes de maisons en Colombie-Britannique

En milliers d'unités, données annuelles désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	3,2	3,8	2,3	2,6	2,6
PIB nominal	6,0	6,9	4,3	4,7	4,9
Nombre d'emplois	3,2	3,7	1,0	1,4	1,0
Taux de chômage	6,0	5,1	4,7	4,7	4,7
Ventes au détail	7,7	9,3	2,7	4,0	4,0
Mises en chantier (milliers d'unités)	41,8	43,7	39,7	38,0	34,0
Indice des prix à la consommation	1,9	2,1	2,7	2,0	2,3

Alberta - Des problèmes d'accès au marché de l'énergie portent un coup à l'économie

Les restrictions de transport et les faibles prix des produits posent problèmes au secteur pétrolier et gazier. Ces obstacles feront reculer la croissance à 1,5 % en 2019, par rapport à 2,4 % cette année. Il y a toutefois de la lumière au bout du tunnel. Grâce à une augmentation de la capacité des pipelines, la croissance économique devrait remonter à 2,7 % en 2020.

La récente décision de Calgary de ne pas être candidate aux Jeux olympiques d'hiver de 2026 résume bien le climat économique en Alberta. Les derniers mois de 2018 ont jeté une ombre sur une année de croissance qui avait été par ailleurs assez bonne dans la province. L'effet combiné de l'accroissement de la production et des difficultés de transport a fait reculer les prix du brut lourd de la province, ce qui a amené le gouvernement à ordonner une réduction de 8,7 % de la production à compter de janvier 2019 pour écouler les stocks élevés. Cette restriction aura des répercussions négatives pour l'économie provinciale en 2019. Nous anticipons un recul de la croissance, qui passera de 2,4 % en 2018 à 1,5 % en 2019.

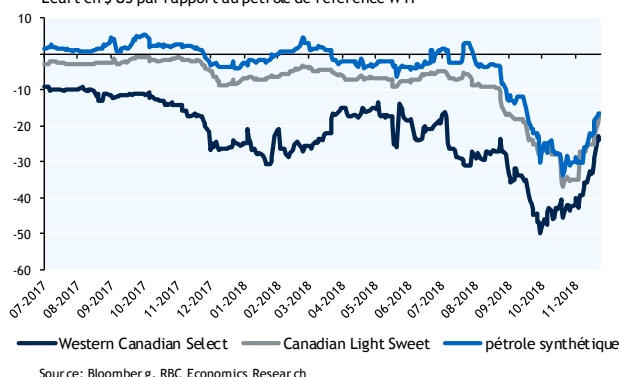
La reprise qui a suivi la chute des prix du pétrole en 2014 n'a pas été sans heurts pour l'Alberta. L'écart de prix entre les pétroles de référence Western Canadian Select (WCS) et West Texas Intermediate (WTI) a atteint des sommets records à l'automne 2018, le baril WCS se vendant 50 \$ US de moins à un moment donné. Cette situation a résulté d'une fermeture temporaire à des fins d'entretien de plusieurs raffineries aux États-Unis (qui ont depuis repris leurs activités), mais les contraintes liées aux pipelines persistent. L'accroissement de la production de pétrole et les restrictions de transport ont entraîné une accumulation des stocks. À notre avis, ces difficultés diminueront quand le pipeline qui remplacera la canalisation 3 d'Enbridge sera entièrement opérationnel au premier trimestre de 2020, de sorte que la croissance s'accélérera à 2,7 % cette année-là. Dans l'intervalle, les perspectives de croissance ne sont pas aussi encourageantes qu'elles ne l'étaient pour le secteur et l'économie de la province. La réduction de la production de pétrole pourrait retrancher de la croissance du PIB en Alberta jusqu'à un point de pourcentage comparativement aux hypothèses précédentes. L'incidence dépendra toutefois de l'évolution des prix et des stocks à la suite des réductions.

Le marché du travail de l'Alberta a continué de s'améliorer en 2018. Même si les données les plus récentes ont fait état d'une certaine hausse du taux de chômage, il se situe à 6,7 % en cumul annuel, ce qui est inférieur de plus d'un point de pourcentage par rapport à l'an dernier. Le taux d'emploi reste le plus élevé de toutes les provinces (même s'il n'est pas remonté aux sommets d'avant la récession) et la rémunération hebdomadaire moyenne a crû de 2,6 % par rapport à l'an dernier. L'immigration nette a presque doublé par rapport à 2017, principalement en raison de la migration internationale. En outre, après avoir affiché pendant plus de deux ans un solde migratoire interprovincial négatif, l'Alberta enregistre enfin un nombre net de nouveaux arrivants en provenance d'autres provinces.

Le creusement de l'écart de prix du pétrole n'a pas encore grugé une partie importante des recettes du gouvernement provincial, compte tenu de prévisions prudentes. Cependant, les pressions exercées sur le budget par la baisse des revenus tirés du pétrole et du gaz se sont intensifiées. C'est en partie pourquoi le gouvernement a pris des initiatives inhabituelles, exigeant la réduction de la production de pétrole pour rééquilibrer le marché et achetant des wagons pour résoudre les problèmes d'engorgement.

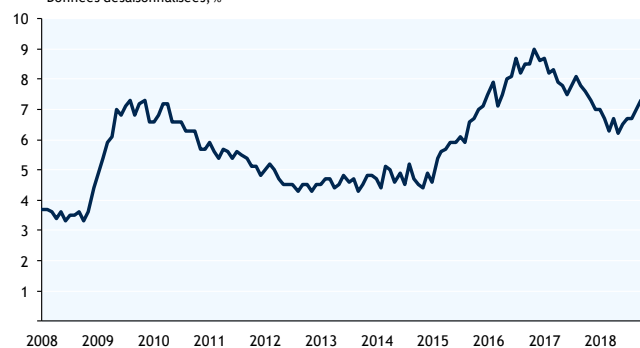
Prix du pétrole de l'Ouest du Canada

Écart en \$ US par rapport au pétrole de référence WTI



Taux de chômage en Alberta

Données désaisonnalisées, %



Alberta - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-4,2	4,4	2,4	1,5	2,7
PIB nominal	-6,8	10,0	4,7	2,9	6,6
Nombre d'emplois	-1,6	1,0	1,9	0,9	1,4
Taux de chômage	8,1	7,8	6,7	7,0	6,7
Ventes au détail	-1,1	7,1	2,7	3,7	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	24,5	29,5	26,8	29,0	30,0
Indice des prix à la consommation	1,1	1,5	2,4	1,8	2,3

Saskatchewan - Une route cahoteuse à parcourir

Les perspectives économiques de la Saskatchewan s'assombrissent du fait des pressions que subit le secteur minier sur plusieurs fronts.

En raison d'une détérioration des perspectives du secteur minier, la prévision de croissance pour 2019 a été abaissée de plus d'un point de pourcentage, à 1,6 %, après une hausse légèrement plus forte (1,7 %) en 2018. Alors que ces pressions s'atténueront vers la fin de la période projetée, la croissance devrait remonter à 2,2 % en 2020. On s'attend à ce que l'ampleur de la révision à la baisse pour l'an prochain soit limitée par un certain relèvement du secteur agricole, bien que ce facteur dépende d'une amélioration des conditions de récoltes par rapport à 2018.

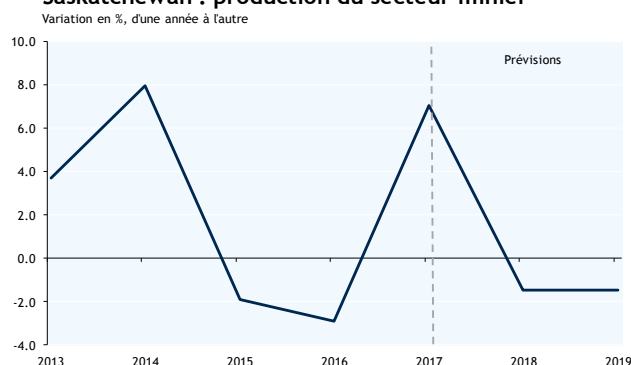
Le récent recul des prix du pétrole a entraîné l'établissement de prévisions plus prudentes pour le secteur de l'énergie de la Saskatchewan. Nos prévisions tablent sur une légère remontée des prix du pétrole, mais l'actuel épisode de faiblesse aura selon nous un effet défavorable plus marqué sur la production et les investissements que nous l'avions prévu. Comme les données cumulatives annuelles pour 2018 dénotaient déjà un plus grand repli de la production de pétrole, nous avons abaissé de 2,2 % à 1,7 % notre prévision de croissance du PIB de la province pour 2018.

En ce qui concerne le secteur minier non lié à l'énergie, le tableau est contrasté. Les perspectives de l'uranium restent sombres, car le principal producteur dans la province a suspendu indéfiniment les activités de ses principales usines. Le secteur pâtit encore des répercussions de la catastrophe nucléaire survenue au Japon en 2011 et ne profite toujours pas du faible niveau des émissions de carbone provenant de l'énergie nucléaire. Parmi les éléments ayant compensé les piètres perspectives de l'uranium figure la production de potasse, qui continue de croître depuis le début de 2018, bien qu'à un rythme plus lent qu'en 2017. Comme l'expansion économique mondiale devrait selon nous se poursuivre, la demande de potasse restera sans doute suffisamment robuste pour soutenir une croissance persistante, bien que plus faible, de la production dans ce secteur pendant la période de prévision.

Alors que certains avaient craint que le temps sec limite les récoltes de céréales et d'oléagineux en 2018, des pluies tardives ont entraîné une légère augmentation globale des volumes récoltés. Toutefois, ces pluies auraient amoindri la qualité des moissons, en particulier du canola. Par conséquent, les recettes monétaires agricoles dans la province ont fléchi de 4,2 % au cours des trois premiers trimestres de l'année. En ce qui concerne les années de récolte à venir, on suppose que les conditions de croissance reviendront à la « normale » et que le secteur continuera d'enregistrer des gains de productivité. Un tel contexte devrait se traduire par une hausse modeste de la production et des recettes monétaires dans le secteur agricole au cours de la période de prévision, quoique cette hypothèse dépende manifestement de la collaboration de dame Nature.

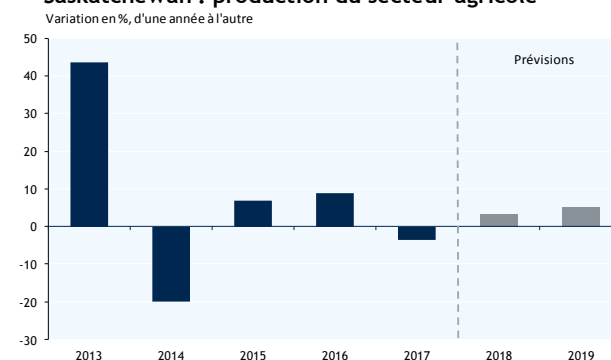
Selon les prévisions, la faible progression du PIB l'an prochain se reflétera dans la croissance de l'emploi, qui restera limitée. Les données depuis janvier 2018 laissent entrevoir pour cette année un taux de croissance minime de l'emploi, de 0,3 %, qui devrait se maintenir en grande partie en 2019. Le redressement prévu du PIB en 2020 contribuera vraisemblablement à une accélération de la croissance de l'emploi à 0,6 %. Du fait de cette légère augmentation de l'embauche, le taux de chômage devrait baisser un peu pour s'établir à 6,0 % en 2019 et 2020, comparativement au taux de 6,1 % attendu cette année.

Saskatchewan : production du secteur minier



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan : production du secteur agricole



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-0,4	2,2	1,7	1,6	2,2
PIB nominal	-4,8	4,8	4,2	2,9	5,7
Nombre d'emplois	-0,9	-0,2	0,3	0,2	0,6
Taux de chômage	6,3	6,3	6,1	6,0	6,0
Ventes au détail	1,5	4,1	0,9	3,5	3,6
Mises en chantier (milliers d'unités)	4,8	4,9	3,8	4,3	5,3
Indice des prix à la consommation	1,1	1,7	2,2	2,1	3,0

Manitoba – Maintien de la vitesse de croisière

L'économie du Manitoba est bien placée pour poursuivre sa progression, en partie grâce à la force du secteur manufacturier. Un nouvel affaiblissement du secteur minier représentera toutefois un facteur de modération.

Au cours des deux prochaines années, le rythme de croissance de l'économie du Manitoba ne devrait guère varier par rapport à celui observé en 2018. Nous prévoyons que la croissance s'établira à 1,8 % en 2019 et 1,7 % en 2020, restant près du taux de 1,7 % attendu en 2018, quoiqu'en baisse par rapport à l'impressionnant résultat de 3,2 % enregistré en 2017. La province devrait tirer profit d'une hausse de l'activité manufacturière, favorisée par la croissance soutenue de l'économie américaine et la demande d'exportations du Manitoba qui en résulte. Les déclin persistants prévus dans le secteur minier modéreront toutefois grandement l'expansion.

D'après les prévisions, l'économie américaine maintiendra un rythme de croissance supérieur au potentiel en 2019, mais inférieur à celui de 2018, et la tendance au ralentissement se poursuivra en 2020. La progression du secteur manufacturier de la province devrait suivre la même voie, passant d'un niveau prévu de 4 % cette année à 3 % en 2019 et à un gain négligeable en 2020. De fait, de récentes données dénotent un certain ralentissement de la fabrication de machines après une hausse de plus de 10 % en 2017. À l'opposé, l'activité dans les sous-secteurs de la métallurgie et des aliments est restée robuste à la fin de 2018.

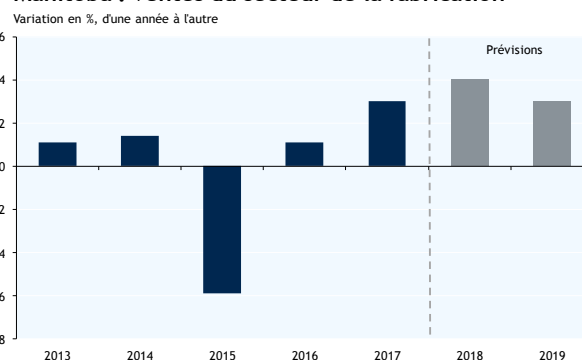
Les perspectives du secteur minier ne sont pas aussi encourageantes, car les gisements actuels s'épuisent et les prévisions pour les prix des marchandises sont faibles. Les déclin sont en grande partie attribuables à la fermeture par Vale et Hudbay de plusieurs mines dans la province, mais le rythme des licenciements devrait diminuer au cours de la période envisagée.

On s'attend à ce que Manitoba Hydro poursuive ses investissements dans divers grands projets d'infrastructure (centrale Keeyask et ligne de transport d'électricité Bipole III), mais un ralentissement des dépenses est prévu durant la période de prévision et en particulier en 2020.

En raison de conditions de sécheresse modérée cette année, les données cumulatives annuelles sur la production de céréales et d'oléagineux témoignent d'un léger déclin de 2 %. Toutefois, ce résultat fait suite à un excellent gain de 10 % en 2017. De plus, malgré cette baisse des volumes, les recettes monétaires agricoles ont crû de 1,7 % au cours des trois premiers trimestres de 2018, et ce, en dépit d'un repli global à l'échelle du pays. À l'aube d'une nouvelle campagne agricole, on suppose que les conditions de croissance reviendront à la normale. En fonction de cette hypothèse, nous prévoyons un taux de croissance moyen de 3,5 % dans le secteur agricole en 2019 et en 2020.

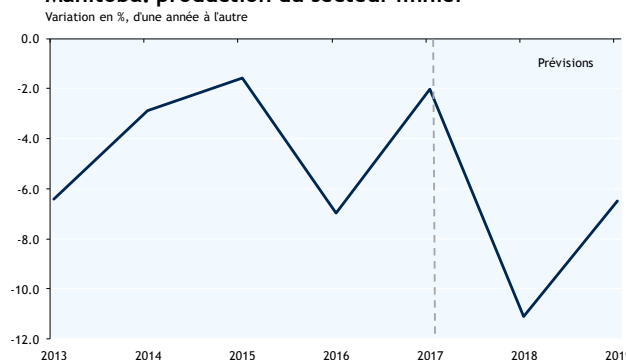
En 2018, l'évolution du marché du travail a été en phase avec le ralentissement de la croissance du PIB. Après une forte hausse de l'emploi de 1,7 % en 2017, le rythme de l'embauche a ralenti à 0,5 % au cours des dix premiers mois de 2018. La croissance de l'emploi devrait rester inférieure à 1 % en 2019 et en 2020. En raison du fléchissement de l'embauche, combiné à des hausses marquées de la population active, le taux de chômage a grimpé et devrait se situer en moyenne à 6,0 % cette année, comparativement à 5,4 % en 2017. Le taux de chômage devrait continuer de croître légèrement au cours de la période de prévision, s'établissant en moyenne à 6,1 % en 2019 et à 6,2 % en 2020.

Manitoba : ventes du secteur de la fabrication



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : production du secteur minier



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,6	3,2	1,7	1,8	1,7
PIB nominal	2,3	5,4	3,4	3,8	3,7
Nombre d'emplois	-0,4	1,7	0,6	0,9	0,7
Taux de chômage	6,1	5,4	6,0	6,1	6,2
Ventes au détail	3,7	7,8	1,2	3,9	3,6
Mises en chantier (milliers d'unités)	5,3	7,5	7,0	5,4	5,1
Indice des prix à la consommation	1,3	1,6	2,4	1,9	2,6

Ontario – À un stade avancé de l'expansion

La croissance économique de l'Ontario ralentit en grande partie parce que la province a atteint les limites de sa capacité. Il s'agit d'un beau problème à bien des égards, même si les ménages, les entreprises et le gouvernement devront s'ajuster. Il faut s'attendre à ce que les consommateurs soient plus prudents, compte tenu de la hausse des frais de service de la dette.

Après quatre années d'une solide croissance moyenne de 2,5 %, l'économie de l'Ontario tourne à plein régime. Le marché du travail est plus tendu que jamais en près de 30 ans et les sociétés ont de plus en plus de mal à pourvoir les postes. La prochaine phase de l'expansion économique de la province sera plus lente. En fait, la transition a commencé en 2018, alors que des secteurs clés comme le logement ont montré des signes manifestes de ralentissement. Les dépenses des ménages seront aussi touchées. La campagne de hausse des taux d'intérêt de la Banque du Canada devrait amener les ménages ontariens, qui sont parmi les plus endettés au Canada, à resserrer leurs dépenses. Nous prévoyons que la croissance du PIB de la province passera de 2,2 % en 2018 à 1,9 % en 2019. L'annonce récente de la fermeture de l'usine de GM à Oshawa aura des répercussions négatives en 2020. La croissance devrait alors continuer de fléchir et s'établir à 1,3 %.

Malgré une certaine volatilité, le marché ontarien du logement est resté calme en 2018. La mise en place d'une simulation de crise pour les prêts hypothécaires par les autorités fédérales de réglementation du secteur bancaire au début de l'année a assurément freiné l'activité. L'effet sur la construction de nouveaux logements n'a pas été immédiat, en partie parce que de nombreuses mises en chantier visaient des unités vendues quand le marché était plus florissant. Toutefois, une tendance baissière est apparue au cours des derniers mois. Nous tablons sur un déclin des investissements résidentiels en 2019, étant donné que la hausse des taux d'intérêt exacerbe de graves problèmes d'accessibilité à la propriété dans la région du Grand Toronto.

Nous nous attendons aussi à ce que l'augmentation des taux d'intérêt incite les ménages ontariens lourdement endettés à se serrer la ceinture. Le ralentissement en 2018 de la croissance des dépenses des ménages, qui s'est cependant produit à partir d'un niveau élevé en 2017, a déjà donné des indications à cet effet. Une nouvelle décélération est prévue, surtout pour les biens achetés à crédit, comme les véhicules automobiles.

En revanche, nous entrevoyons de nombreuses possibilités de hausse des investissements non résidentiels des entreprises dans la province. Les niveaux élevés d'utilisation des capacités et les problèmes de main-d'œuvre inciteront les entreprises à accroître leurs dépenses d'investissement pour étendre leurs activités et devenir plus productives. Ce processus est déjà en cours, les dépenses ayant grimpé de 11 % tant du côté des structures non résidentielles que de celui de la machinerie et du matériel au cours de la première moitié de 2018. Les bonnes perspectives d'exportation résultant de la vigueur soutenue du marché américain et de la levée de l'incertitude commerciale à la suite de la signature de l'AE-UMC devraient également favoriser les décisions d'investissement des sociétés, à l'instar de la déduction pour amortissement accéléré récemment annoncée par Ottawa et Queen's Park.

Les entreprises ontariennes feraient bien de mettre en œuvre des stratégies pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre, car nous sommes d'avis que le marché du travail de la province demeurera tendu en 2019. Nous prévoyons que le taux de chômage faiblira légèrement à 5,5 %, soit son niveau le plus bas en 28 ans.

Ventes au détail en Ontario

Variation trimestrielle en % d'une année sur l'autre, données désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Reventes de maisons en Ontario

En milliers d'unités, données annuelles désaisonnalisées



Sources : ACI, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	2,3	2,8	2,2	1,9	1,3
PIB nominal	4,4	4,1	3,7	3,7	3,2
Nombre d'emplois	1,1	1,8	1,5	1,1	0,8
Taux de chômage	6,5	6,0	5,6	5,5	5,8
Ventes au détail	6,9	7,7	4,1	4,2	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	75,	79,1	78,4	70,0	71,0
Indice des prix à la consommation	1,8	1,7	2,3	1,9	2,4

Québec – Après les feux d'artifice

L'expansion économique du Québec n'est pas terminée, mais ne vous attendez pas à ce que les feux d'artifice se poursuivent. Le relèvement des taux d'intérêt, les pénuries de main-d'œuvre et le léger ralentissement de la construction résidentielle freineront la cadence.

À n'en pas douter, les années 2017 et 2018 passeront à l'histoire comme étant une période faste pour l'économie du Québec. Grâce à la conjugaison de nombreux facteurs, la province a enregistré ses taux de croissance consécutifs les plus élevés en près d'une génération et son taux de chômage le plus faible en près de deux générations. Nous prévoyons maintenant que le Québec dominera toutes les autres provinces au chapitre de la croissance en 2018, inscrivant un taux de 2,6 %. Qui l'aurait prédit il y a à peine un an ? À ceux qui se demandent si cette bonne tenue pourra durer, nous répondons que l'expansion se poursuivra au Québec, même si les feux d'artifice s'atténueront. Le PIB devrait selon nous croître de 1,8 % en 2019, ce qui est un rythme plus modeste, mais encore assez robuste pour surpasser la moyenne nationale de 1,7 %. Nous nous attendons aussi à ce que les conditions soient suffisamment positives pour assurer le maintien du plein emploi. C'est une bonne nouvelle pour les travailleurs, mais les entreprises qui ont des postes à pourvoir ne s'en réjouiront pas autant. La croissance devrait encore ralentir en 2020 pour s'établir à 1,5 %, ce qui est à notre avis plus près d'un niveau durable pour la province.

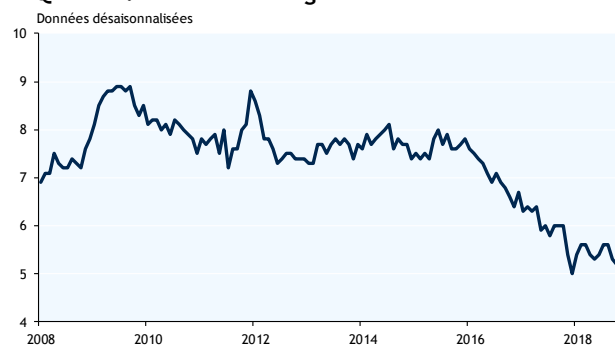
L'économie du Québec continuait d'afficher un dynamisme impressionnant vers la fin de 2018. Au cours des huit premiers mois, le PIB a crû à un rythme de 3,0 % d'une année sur l'autre, la vaste majorité des secteurs d'activité contribuant à la progression. Le secteur du logement se distingue encore, alors que les ventes atteignent de nouveaux sommets à Montréal et que les constructeurs d'habitations montrent peu de signes de relâchement à ce stade. La vigueur du marché du travail donne confiance aux acheteurs et la hausse du solde migratoire, attribuable à une augmentation de la migration internationale et à une diminution des pertes interprovinciales, renforce la demande de logements. Nous tablons toutefois sur un certain ralentissement en 2019. Le relèvement des taux d'intérêt tempérera l'enthousiasme des acheteurs. De plus, les constructeurs d'habitations préféreront selon nous réduire leur réserve d'unités en construction, qui se situe actuellement près des niveaux les plus élevés en 40 ans, plutôt que de lancer de nouveaux projets.

La création d'emplois dans la province est apparemment tombée au point mort au printemps et à l'été, mais elle s'est redressée en octobre et en novembre, un total de 55 600 emplois à temps plein ayant été ajoutés. En plus de confirmer que le marché du travail québécois conserve des assises solides, ce résultat montre que le resserrement actuel se poursuivra pendant quelque temps. Nous prévoyons que le taux de chômage de la province restera à peu près inchangé, passant de 5,4 % en 2018 à 5,5 % en 2019. Il ne sera donc pas plus facile pour les entreprises de combler leurs besoins de personnel. En fait, nous croyons que les problèmes relatifs à la pénurie de main-d'œuvre seront parmi les éléments qui freineront la croissance au Québec.

Les pressions s'accroîtront sur les entreprises pour qu'elles investissent dans la machinerie et l'équipement afin d'accroître la productivité des travailleurs. Nous avons constaté une évolution prometteuse des dépenses en machinerie et en équipement, qui ont augmenté de 13 % au cours de la première moitié de 2018. Nous nous attendons à de nouvelles hausses en 2018.

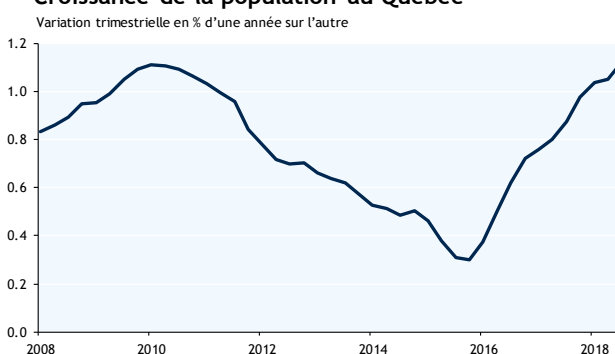
L'augmentation des taux d'intérêt entraînera un certain ralentissement de la croissance des dépenses de consommation dans la province. Même si les ménages québécois ne sont pas aussi vulnérables que ceux de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, qui sont très endettés, la hausse des coûts d'emprunt grèvera quelque peu leur budget.

Québec : taux de chômage



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Croissance de la population au Québec



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,4	2,8	2,6	1,8	1,5
PIB nominal	2,8	5,0	4,3	3,6	3,3
Nombre d'emplois	0,9	2,2	0,9	0,7	0,6
Taux de chômage	7,1	6,1	5,4	5,5	5,8
Ventes au détail	6,6	5,5	4,0	4,0	3,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	38,9	46,5	46,7	40,3	38,0
Indice des prix à la consommation	0,7	1,1	1,6	1,8	2,6

Nouveau-Brunswick - Baisse de cadence en vue

Le marché du travail s'est révélé solide en 2018 et les travailleurs ont tiré parti d'une augmentation plus soutenue des salaires ; toutefois, la pénurie de main-d'œuvre qui a commencé à apparaître limitera la croissance au cours des deux prochaines années.

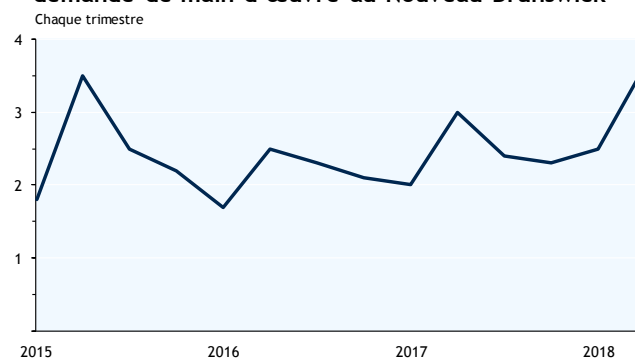
L'économie du Nouveau-Brunswick est en voie d'enregistrer une croissance plus forte que prévu en 2018, le secteur des exportations ayant profité d'une hausse des prix des marchandises dans la première moitié de l'année et d'une progression marquée des salaires. L'emploi est resté orienté à la hausse en 2018, mais la pénurie de main-d'œuvre restreindra la croissance l'an prochain. Après avoir grimpé à 1 % en 2018, le rythme de croissance de l'économie ralentira selon nous à 0,7 % en 2019 et en 2020.

Le marché du travail s'est amélioré en 2018. La population en âge de travailler et l'emploi ont progressé de 0,4 % au cours des onze premiers mois de l'année, par rapport à la même période en 2017. Ceci a maintenu le taux de chômage sur une pente descendante, atteignant presque un creux historique à l'automne. Ce recul a été avantageux pour les travailleurs, car le salaire horaire moyen a augmenté de 2,5 %. Cela dit, les facteurs démographiques restent défavorables à l'économie provinciale. La pénurie de main-d'œuvre empêche déjà les entreprises de prendre de l'expansion, puisque le taux de postes vacants a atteint 3,6 % au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 3 % un an plus tôt. En fait, ce problème a été au cœur de la récente élection provinciale, le manque de personnel dans des secteurs tertiaires essentiels comme les soins infirmiers retenant beaucoup l'attention. Le niveau actuel d'immigration atténue ce manque de personnel à court terme, mais un nombre nettement plus grand d'immigrants sera requis pour soutenir l'économie à long terme.

Comme dans la plupart des provinces de l'Atlantique, le secteur de l'habitation du Nouveau-Brunswick a suivi une trajectoire à la hausse en 2018. Les investissements résidentiels ont bondi de plus de 12 % au cours de la première moitié de l'année, à commencer par les dépenses consacrées aux nouveaux logements. La construction d'immeubles non résidentiels en valeur réelle a aussi augmenté au troisième trimestre, son gain de 18 % étant essentiellement attribuable aux travaux liés à des immeubles institutionnels et publics. En matière de location résidentielle, le taux d'occupation a baissé à 3,2 % en raison d'une hausse de la demande sur le marché locatif. Nous estimons que les mises en chantier se maintiendront à 2 100 unités en 2019.

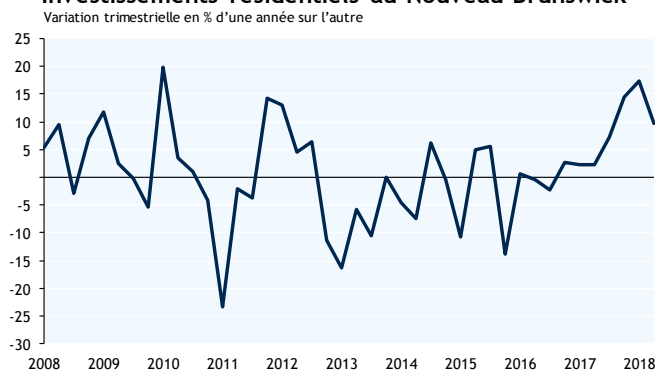
La mise à jour économique du gouvernement provincial au deuxième trimestre a fait état d'un déficit de 131 millions de dollars pour 2018-2019, ce qui a été inférieur aux attentes. Le nouveau gouvernement conservateur a promis d'équilibrer le budget de la province d'ici 2020, soit un an plus tôt que la cible fixée par le gouvernement libéral précédent. Pour ce faire, le nouveau gouvernement resserrera toutefois les cordons de la bourse de la province, ce qui limitera dans une certaine mesure l'apport du secteur public à la croissance.

Nombre de postes vacants en pourcentage de la demande de main-d'œuvre au Nouveau-Brunswick



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissements résidentiels au Nouveau-Brunswick



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,4	1,8	1,0	0,7	0,7
PIB nominal	3,6	4,3	2,2	2,3	2,4
Nombre d'emplois	-0,1	0,4	0,3	0,2	0,3
Taux de chômage	9,6	8,1	7,9	7,6	7,3
Ventes au détail	2,1	6,8	1,8	3,0	2,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	1,8	2,3	2,1	2,1	2,3
Indice des prix à la consommation	2,2	2,3	2,1	1,9	2,7

Nouvelle-Écosse - Progression lente et constante

Le marché du travail et les exportations ont évolué de façon favorable au cours de la dernière année. Nous nous attendons néanmoins à ce que la croissance reste lente et constante, limitée par la faiblesse des dépenses d'investissement.

À notre avis, l'économie de la Nouvelle-Écosse continuera de croître à un rythme constant au cours des deux prochaines années. Nous prévoyons une progression modérée de 0,8 % en 2019 et en 2020, tout comme en 2018, mais ce rythme suffira à maintenir le marché du travail de la province sur une trajectoire positive. Le léger essoufflement des investissements des entreprises sera parmi les éléments qui freineront la croissance. La construction résidentielle devrait ralentir après avoir connu un regain d'activité en 2018. Le vieillissement de la population constituera selon nous un autre frein.

Le marché du travail de la Nouvelle-Écosse s'est révélé impressionnant en 2018. L'emploi a crû à un rythme appréciable de 1,5 % au cours des onze premiers mois, ce qui se traduira selon nous par le gain annuel le plus élevé (1,4 %) de la province en plus de dix ans. Pendant les onze premiers mois de l'année, le taux de chômage a diminué à 7,7 %, soit le niveau le plus faible parmi les provinces de l'Atlantique. En avril, le taux de chômage est même tombé brièvement à son plus bas niveau jamais enregistré (6,7 %). Nous sommes d'avis que malgré une décélération, la création d'emplois restera positive en 2019. Dans ce contexte, le taux de chômage provincial continuera de baisser un peu, s'établissant en moyenne à 7,4 % l'an prochain.

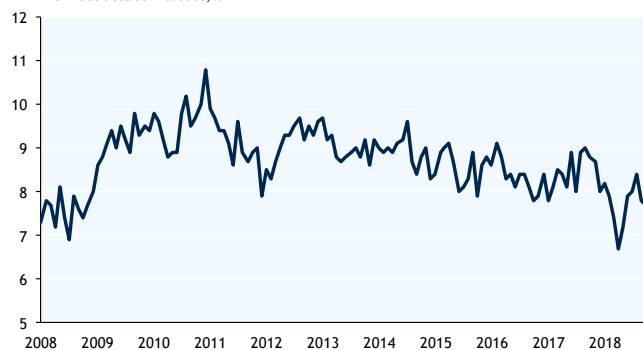
La croissance de la population a aussi été favorable en 2018. Au cours de la première moitié de l'année, le solde migratoire international a crû de plus de 47 % par rapport à la même période l'an passé. La Nouvelle-Écosse a aussi enregistré un solde migratoire interprovincial positif pendant onze trimestres consécutifs, affichant au deuxième trimestre de 2018 sa hausse la plus forte en plus de 30 ans. Nous nous attendons à ce que les flux migratoires restent positifs en 2019, mais peut-être pas autant qu'en 2018. Ce facteur neutralisera dans une certaine mesure, mais pas totalement, les pressions que le vieillissement de la population exerce sur la main-d'œuvre de la Nouvelle-Écosse.

La province a aussi bénéficié de la bonne tenue des exportations, qui ont continué de croître toute l'année à un rythme soutenu de 8 % par rapport à 2017. Cette croissance découle principalement des produits forestiers (39 %), suivies des produits de l'agriculture et de la pêche et des produits alimentaires intermédiaires (16 %). Les perspectives pour les exportations de produits de la mer en 2019 sont particulièrement encourageantes, et ce, grâce à de nouvelles installations de manutention de marchandises dont la construction débutera en 2019 à l'aéroport de Halifax. Ce projet, dont le coût est de 36 millions de dollars, a pour objectif d'atténuer les problèmes de transport du fret et sera partiellement financé par le gouvernement fédéral.

En raison de la fin des travaux liés à d'importants projets, les investissements des entreprises chuteront au cours des prochaines années. Les perspectives semblent sombres pour le secteur primaire. Les deux usines de gaz naturel sont en voie d'être mises hors service. Des propositions visant la construction de deux nouveaux terminaux sont à l'étude, mais l'avenir du secteur est incertain.

Nouvelle-Écosse : taux de chômage

Données désaisonnalisées, %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Solde migratoire interprovincial en Nouvelle-Écosse

En milliers, total sur périodes mobiles de quatre trimestres



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,5	1,5	0,8	0,8	0,8
PIB nominal	2,2	2,9	2,4	2,7	2,7
Nombre d'emplois	-0,4	0,6	1,4	0,4	0,5
Taux de chômage	8,3	8,4	7,7	7,5	7,2
Ventes au détail	4,7	7,8	2,4	3,5	3,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	3,8	4,0	4,9	3,8	3,6
Indice des prix à la consommation	1,2	1,1	2,1	2,0	2,7

Île-du-Prince-Édouard - Toujours en forte progression

La vigueur de la croissance démographique et de la création d'emplois soutient le dynamisme économique dans la province.

L'Île-du-Prince-Édouard est en bonne voie d'afficher, encore une fois, le meilleur taux de croissance parmi les provinces de l'Atlantique en 2018. L'économie continue de prospérer grâce à la croissance rapide de la population, à la forte création d'emplois et à la vigueur des activités liées à la consommation. Même si l'économie de la province a ralenti après avoir crû à un rythme effréné de 3,5 % en 2017, elle enregistrera selon nous un taux de progression encore bon de 1,4 % en 2018. Nous prévoyons une légère accélération de ce rythme à 1,6 % en 2019, puis un fléchissement à 1,2 % en 2020.

Les conditions économiques ne sont peut-être pas aussi spectaculaires qu'en 2017, alors que la croissance avait atteint un sommet de 18 ans, mais les signes de vitalité restent légion. En 2018, la province a affiché pour une deuxième année consécutive le taux de croissance démographique le plus élevé au pays (1,8 %), ayant profité d'une vague d'immigration au cours des dernières années. L'emploi a crû de 3,2 % depuis le début de l'année, soit un rythme supérieur à celui de toutes les autres provinces. En octobre, le taux de chômage à l'Île-du-Prince-Édouard est tombé à son plus bas niveau jamais enregistré (7,2 %) — quoiqu'il a remonté à 8,5 % en novembre. Des signes de pénurie de main-d'œuvre ont même commencé à apparaître. La vigueur du marché du travail (et des salaires) a contribué à la hausse des ventes au détail la plus élevée de toutes les provinces.

Le marché du logement subit les répercussions de la forte demande découlant de la croissance démographique. Le taux d'inoccupation des logements locatifs a brusquement chuté à 0,3 % à l'automne 2018, par rapport à 1,2 % en 2017. Ce niveau est le plus bas au pays. Cette situation exige sans contredit une réaction sur le plan de l'offre. En fait, les investissements dans la construction de logements neufs ont bondi de près de 38 % au cours des huit premiers mois de 2018, à commencer par le segment des appartements. Cependant, les investissements non résidentiels ont diminué de 5,3 % par rapport à 2017, entraînés vers le bas par les secteurs institutionnel et public.

Le tableau n'est toutefois pas aussi rose dans le volet extérieur de l'économie provinciale. Les exportations, principalement celles de produits alimentaires, ont connu un léger fléchissement. Le mauvais temps a miné les récoltes de pommes de terre dans la province durant la campagne agricole de 2018, soulevant ainsi certaines inquiétudes parmi les fabricants de produits alimentaires.

La mise à jour économique du gouvernement provincial au deuxième trimestre a révélé une révision à la hausse de l'excédent budgétaire prévu pour 2018-2019. Le gouvernement a attribué la révision à la vive croissance économique. De plus, il a indiqué qu'il abaisserait la dette nette de la province pour la première fois en plus de dix ans.

Croissance de la population à l'Île-du-Prince-Édouard

Variation trimestrielle en % d'une année sur l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Taux d'inoccupation des logements à louer à l'Île-du-Prince-Édouard



Sources : SCHL, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,8	3,5	1,4	1,6	1,2
PIB nominal	4,5	4,8	3,1	3,7	3,1
Nombre d'emplois	-2,2	3,1	3,1	1,1	1,1
Taux de chômage	10,8	9,8	9,4	9,0	8,6
Ventes au détail	7,3	6,3	4,1	3,8	3,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	0,6	0,9	0,8	0,6	0,8
Indice des prix à la consommation	1,2	1,8	2,4	2,1	2,7

Terre-Neuve-et-Labrador - La contraction fera place à la croissance

Seule province à avoir subi une contraction en 2018 à cause d'une chute des dépenses d'investissement ; les perspectives sont plus favorables pour 2019 grâce aux occasions de croissance offertes par deux grands projets.

Après avoir affiché le seul taux de croissance négatif parmi les provinces de l'Atlantique en 2018, Terre-Neuve-et-Labrador se hissera au premier rang en 2019. L'achèvement d'importants projets de dépenses en capital conjugué au fléchissement de la production minière a fortement pesé sur l'activité en 2018, ce qui se soldera selon nous par une contraction de l'économie de la province cette année. L'accroissement de la production de pétrole à l'usine Hebron de même que l'accélération des investissements dans de grands projets devraient ramener la croissance en territoire positif en 2019. Nous prévoyons que le PIB reculera de 1 % en 2018 et progressera de 2,3 % en 2019. Nos premières estimations pour 2020 tablent sur une augmentation continue de la production de pétrole dans les installations Hebron, mais le plafonnement des dépenses d'investissement donnera lieu à une croissance plus faible de 0,3 %.

La production pétrolière a été un point fort à Terre-Neuve en 2018. La production accrue de pétrole (6,5 %) à la plateforme de forage en mer Hebron a largement compensé l'épuisement graduel d'autres gisements, et continuera à le faire jusqu'à l'atteinte d'une pleine capacité en 2022. Les exportations d'énergie ont bondi de 51 % en valeur nominale au cours des huit premiers mois de l'année. Le prix du brut Brent a été volatil et a grandement fléchi en octobre et en novembre, mais la hausse des prix dans la première moitié de l'année a gonflé les revenus du gouvernement provincial.

L'un des principaux facteurs défavorables à l'économie en 2018 a été la baisse des dépenses notables en capital. Ce repli est essentiellement attribuable à la fin de la construction de la plateforme de forage en mer Hebron en 2017, et à l'achèvement imminent du projet hydroélectrique de Muskrat Falls. En outre, un conflit de travail à la Compagnie minière IOC a provoqué un déclin de la production de minerai de fer.

Le marché du travail est resté faible. Après quatre années de pertes nettes dans la province, l'emploi est resté stable au cours des dix premiers mois de 2018 et le taux de chômage est demeuré supérieur à 10 % malgré une légère amélioration. Cette situation n'a guère favorisé le secteur de la consommation et a entraîné une baisse des ventes au détail (-1,4 % depuis le début de l'année). Elle n'a pas non plus aidé le marché du logement de la province, qui est resté morose.

Heureusement, deux importants projets d'immobilisations amélioreront les perspectives d'investissement en 2019. Les travaux requis pour l'expansion de la plateforme de forage en mer White Rose de Husky et le projet de mine de nickel Voisey's Bay de Vale stimuleront fortement les dépenses d'investissement dans la province. Le projet de Voisey's Bay devrait entraîner la création de 650 emplois directs durant la période de pointe des travaux et des dépenses en immobilisations de l'ordre de 2 milliards de dollars. Par ailleurs, l'expansion de la plateforme White Rose (déjà amorcée) devrait coûter 3,2 milliards de dollars et générer 800 emplois dans la construction.

Emploi total à Terre-Neuve-et Labrador

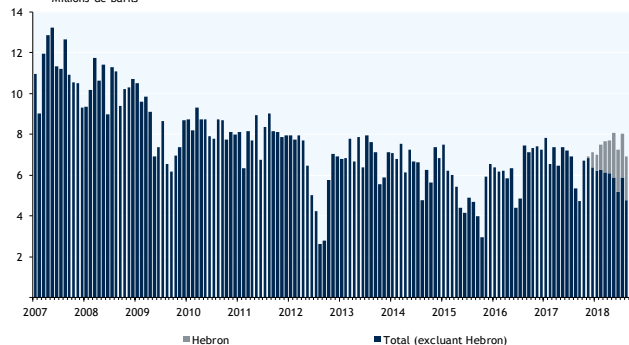
En milliers, données désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador : production mensuelle de pétrole

Millions de barils



Source : C-NLOPB, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,8	0,9	-1,0	2,3	0,3
PIB nominal	1,8	4,3	2,8	3,3	2,9
Nombre d'emplois	-1,5	-3,7	0,3	-0,3	-0,2
Taux de chômage	13,4	14,8	14,0	14,1	13,9
Ventes au détail	0,4	2,4	-1,4	1,9	1,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	1,4	1,4	1,5	1,0	1,4
Indice des prix à la consommation	2,7	2,4	1,7	2,1	2,6

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	17	18P	19P	20P	17	18P	19P	20P	17	18P	19P	20P	17	18P	19P	20P	17	18P	19P	20P	17	18P	19P	20P	17	18P	19P	20P
T.-N. & L.	0,9	-1,0	2,3	0,3	4,3	2,8	3,3	2,9	-3,7	0,3	-0,3	-0,2	14,8	14,0	14,1	13,9	1,4	1,5	1,0	1,4	2,4	-1,4	1,9	1,7	2,4	1,7	2,1	2,6
Î.-P.-É.	3,5	1,4	1,6	1,2	4,8	3,1	3,7	3,1	3,1	3,1	1,1	1,1	9,8	9,4	9,0	8,6	0,9	0,8	0,6	0,8	6,3	4,1	3,8	3,7	1,8	2,4	2,1	2,7
N.-É.	1,5	0,8	0,8	0,8	2,9	2,4	2,7	2,7	0,6	1,4	0,4	0,5	8,4	7,7	7,5	7,2	4,0	4,9	3,8	3,6	7,8	2,4	3,5	3,4	1,1	2,1	2,0	2,7
N.-B.	1,8	1,0	0,7	0,7	4,3	2,2	2,3	2,4	0,4	0,3	0,2	0,3	8,1	7,9	7,6	7,3	2,3	2,1	2,1	2,3	6,8	1,8	3,0	2,9	2,3	2,1	1,9	2,7
QUÉ.	2,8	2,6	1,8	1,5	5,0	4,3	3,6	3,3	2,2	0,9	0,7	0,6	6,1	5,4	5,5	5,8	46,5	46,7	40,3	38,0	5,5	4,0	4,0	3,7	1,1	1,6	1,8	2,6
ONT.	2,8	2,2	1,9	1,3	4,1	3,7	3,7	3,2	1,8	1,5	1,1	0,8	6,0	5,6	5,5	5,8	79,1	78,4	70,0	71,0	7,7	4,1	4,2	3,9	1,7	2,3	1,9	2,4
MAN.	3,2	1,7	1,8	1,7	5,4	3,4	3,8	3,7	1,7	0,6	0,9	0,7	5,4	6,0	6,1	6,2	7,5	7,0	5,4	5,1	7,8	1,2	3,9	3,6	1,6	2,4	1,9	2,6
SASK.	2,2	1,7	1,6	2,2	4,8	4,2	2,9	5,7	-0,2	0,3	0,2	0,6	6,3	6,1	6,0	6,0	4,9	3,8	4,3	5,3	4,1	0,9	3,5	3,6	1,7	2,2	2,1	3,0
ALB.	4,4	2,4	1,5	2,7	10,0	4,7	2,9	6,6	1,0	1,9	0,9	1,4	7,8	6,7	7,0	6,7	29,5	26,8	29,0	30,0	7,1	2,7	3,7	3,9	1,5	2,4	1,8	2,3
C.-B.	3,8	2,3	2,6	2,6	6,9	4,3	4,7	4,9	3,7	1,0	1,4	1,0	5,1	4,7	4,7	4,7	43,7	39,7	38,0	34,0	9,3	2,7	4,0	4,0	2,1	2,7	2,0	2,3
CANADA	3,0	2,0	1,7	1,8	5,6	4,0	3,5	4,2	1,9	1,2	0,8	0,7	6,3	5,8	5,9	6,0	220	212	194	192	7,1	3,3	3,9	3,8	1,6	2,2	1,9	2,5

Tableau comparatif

2017, sauf indication contraire

	CAN.	T.-N.&L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	36 708	529	152	954	760	8 394	14 193	1 338	1 164	4 286	4 817
Produit intérieur brut (milliards \$)	2 137,5	33,1	6,7	42,7	36,1	417,2	825,8	71,0	79,5	331,9	282,2
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	2 010,9	33,8	6,1	39,5	32,9	383,1	761,3	66,6	85,5	336,8	256,9
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	100,0	1,6	0,3	2,1	1,7	19,6	39,2	3,3	3,7	14,9	13,0
Croissance PIB réel (TAC, 2012-17, %)	2,0	1,1	1,7	0,8	0,7	1,6	2,3	2,2	1,9	1,5	3,0
PIB réel par habitant (\$ 2007)	54 781	63 937	39 856	41 369	43 330	45 645	53 638	49 769	73 489	78 573	53 325
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2012-17, %)	0,9	1,0	0,7	0,7	0,7	0,8	1,1	0,8	0,5	-0,5	1,8
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	32 152	31 981	28 720	28 881	29 538	28 455	32 365	29 543	32 601	36 344	35 738
Croissance de l'emploi (TAC, 2012-17, %)	-1,1	1,4	-0,2	0,4	0,0	-1,1	-1,2	-0,7	-0,7	-1,0	-1,7
Taux d'emploi (nov. 2018, %)	61,7	50,9	60,6	57,1	56,4	61,0	60,8	63,4	65,3	67,6	62,4
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2018)	8,2	14,8	9,7	10,6	10,0	6,9	8,1	8,8	8,6	10,1	7,1
Production manufacturière (% du PIB, 2017)	10,4	4,6	10,5	7,6	11,0	14,0	12,2	9,7	6,1	8,3	7,1
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	56,5	51,3	67,7	71,4	64,8	58,3	57,4	57,2	47,4	46,5	63,7
Exportations (% du PIB)	31,0	33,8	24,1	17,1	38,9	28,1	34,5	23,8	39,5	32,8	23,8

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Colombie-Britannique

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	2,5	2,2	3,7	2,1	3,2	3,8	2,3	2,6	2,6
PIB nominal	2,1	3,4	5,7	2,9	6,0	6,9	4,3	4,7	4,9
Nombre d'emplois	1,6	0,1	0,6	1,2	3,2	3,7	1,0	1,4	1,0
Taux de chômage	6,8	6,6	6,1	6,2	6,0	5,1	4,7	4,7	4,7
Ventes au détail	1,9	2,8	6,3	7,0	7,7	9,3	2,7	4,0	4,0
Mises en chantier (milliers d'unités)	27,5	27,1	28,4	31,4	41,8	43,7	39,7	38,0	34,0
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,1	2,7	2,0	2,3

Alberta

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	3,9	5,7	5,9	-3,7	-4,2	4,4	2,4	1,5	2,7
PIB nominal	4,3	9,6	10,0	-14,0	-6,8	10,0	4,7	2,9	6,6
Nombre d'emplois	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,6	1,0	1,9	0,9	1,4
Taux de chômage	4,6	4,6	4,7	6,0	8,1	7,8	6,7	7,0	6,7
Ventes au détail	6,9	7,2	7,9	-4,0	-1,1	7,1	2,7	3,7	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	33,4	36,	40,6	37,3	24,5	29,5	26,8	29,0	30,0
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,2	1,1	1,5	2,4	1,8	2,3

Saskatchewan

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,7	6,5	2,0	-0,9	-0,4	2,2	1,7	1,6	2,2
PIB nominal	4,2	6,7	-0,4	-3,9	-4,8	4,8	4,2	2,9	5,7
Nombre d'emplois	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,9	-0,2	0,3	0,2	0,6
Taux de chômage	4,7	4,1	3,8	5,0	6,3	6,3	6,1	6,0	6,0
Ventes au détail	7,3	5,2	4,7	-3,3	1,5	4,1	0,9	3,5	3,6
Mises en chantier (milliers d'unités)	10,0	8,3	8,3	5,1	4,8	4,9	3,8	4,3	5,3
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,6	1,1	1,7	2,2	2,1	3,0

Manitoba

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	3,0	2,9	2,1	1,2	1,6	3,2	1,7	1,8	1,7
PIB nominal	6,4	4,2	3,1	2,6	2,3	5,4	3,4	3,8	3,7
Nombre d'emplois	1,6	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,7	0,6	0,9	0,7
Taux de chômage	5,3	5,4	5,4	5,6	6,1	5,4	6,0	6,1	6,2
Ventes au détail	1,0	3,8	4,2	1,3	3,7	7,8	1,2	3,9	3,6
Mises en chantier (milliers d'unités)	7,2	7,5	6,2	5,5	5,3	7,5	7,0	5,4	5,1
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,2	1,3	1,6	2,4	1,9	2,6

Ontario

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,3	1,4	2,5	2,5	2,3	2,8	2,2	1,9	1,3
PIB nominal	3,1	2,2	4,4	4,6	4,4	4,1	3,7	3,7	3,2
Nombre d'emplois	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,8	1,5	1,1	0,8
Taux de chômage	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,0	5,6	5,5	5,8
Ventes au détail	1,6	2,7	5,7	5,3	6,9	7,7	4,1	4,2	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	76,7	61,1	59,1	70,2	75,	79,1	78,4	70,0	71,0
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	1,7	2,3	1,9	2,4

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Québec

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,0	1,3	1,6	0,9	1,4	2,8	2,6	1,8	1,5
PIB nominal	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	5,0	4,3	3,6	3,3
Nombre d'emplois	0,8	1,4	0,0	0,9	0,9	2,2	0,9	0,7	0,6
Taux de chômage	7,7	7,6	7,7	7,6	7,1	6,1	5,4	5,5	5,8
Ventes au détail	1,2	3,0	2,6	1,9	6,6	5,5	4,0	4,0	3,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	47,4	37,8	38,8	37,9	38,9	46,5	46,7	40,3	38,0
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,1	0,7	1,1	1,6	1,8	2,6

Nouveau-Brunswick

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-1,1	-0,3	0,1	0,7	1,4	1,8	1,0	0,7	0,7
PIB nominal	0,7	0,3	1,8	3,1	3,6	4,3	2,2	2,3	2,4
Nombre d'emplois	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,4	0,3	0,2	0,3
Taux de chômage	10,2	10,3	10,0	9,8	9,6	8,1	7,9	7,6	7,3
Ventes au détail	-0,9	0,7	3,7	2,2	2,1	6,8	1,8	3,0	2,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	3,3	2,8	2,3	2,0	1,8	2,3	2,1	2,1	2,3
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	2,3	2,1	1,9	2,7

Nouvelle-Écosse

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-1,0	-0,4	1,0	0,7	1,5	1,5	0,8	0,8	0,8
PIB nominal	0,5	2,1	2,9	2,2	2,2	2,9	2,4	2,7	2,7
Nombre d'emplois	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,6	1,4	0,4	0,5
Taux de chômage	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3	8,4	7,7	7,5	7,2
Ventes au détail	0,9	3,2	2,8	0,2	4,7	7,8	2,4	3,5	3,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	4,5	3,9	3,1	3,8	3,8	4,0	4,9	3,8	3,6
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,4	1,2	1,1	2,1	2,0	2,7

Île-du-Prince-Édouard

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,0	1,8	0,2	1,3	1,8	3,5	1,4	1,6	1,2
PIB nominal	2,7	3,2	1,7	3,9	4,5	4,8	3,1	3,7	3,1
Nombre d'emplois	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	3,1	3,1	1,1	1,1
Taux de chômage	11,1	11,5	10,6	10,5	10,8	9,8	9,4	9,0	8,6
Ventes au détail	3,0	0,9	3,5	2,6	7,3	6,3	4,1	3,8	3,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	0,9	0,6	0,5	0,6	0,6	0,9	0,8	0,6	0,8
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,2	1,8	2,4	2,1	2,7

Terre-Neuve-et-Labrador

	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-4,4	5,3	-1,2	-1,2	1,8	0,9	-1,0	2,3	0,3
PIB nominal	-4,5	7,6	-0,5	-9,2	1,8	4,3	2,8	3,3	2,9
Nombre d'emplois	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-3,7	0,3	-0,3	-0,2
Taux de chômage	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,8	14,0	14,1	13,9
Ventes au détail	4,3	5,2	3,7	0,7	0,4	2,4	-1,4	1,9	1,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	3,9	2,9	2,1	1,7	1,4	1,4	1,5	1,0	1,4
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,4	2,7	2,4	1,7	2,1	2,6

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.